

DIREN Ile de France - Mars 2010. Annexe au guide "SDAGE - police de l'eau"

STEP 2.1.1.0	DO 2.1.2.0	Épandages 2.1.3.0 et 2.1.4.0	Ruissellement 2.1.5.0	Autres rejets en eau de surface 2.2.1.0, 2.2.2.0, 2.2.3.0 et 2.2.4.0	Infiltrations 2.3.1.0 et 2.3.2.0	page SDAGE
<p><b>D1 : Adapter les rejets issus des collectivités, des industriels et des exploitations agricoles au milieu récepteur</b></p> <p>Pour respecter les objectifs d'état des masses d'eau, il convient d'ajuster les rejets dans les milieux aquatiques des stations d'épuration urbaines, et des industries ou des activités agricoles, en fixant si nécessaire des prescriptions complémentaires aux installations existantes.</p> <p>Pour toute masse d'eau identifiée comme étant en report de délais aux objectifs de bon état pour un ou plusieurs paramètres de pollution classiques, l'autorité administrative :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Étudie la répartition des efforts nécessaires sur l'ensemble du bassin versant pour permettre le respect à terme des objectifs assignés aux masses d'eau ;</li><li>- Prend sur cette base des mesures de renforcement des prescriptions imposées aux émetteurs dans le but d'atteindre les objectifs dans les délais prévus ;</li><li>- Identifie et prescrit, si nécessaire, les mesures temporaires ou palliatives à mettre en œuvre en vue de l'atteinte des objectifs;</li><li>- Identifie et prescrit, si nécessaire, les mesures permanentes portant sur l'hydromorphologie du milieu permettant un meilleur fonctionnement du cours d'eau favorable aux objectifs d'état des masses d'eau.</li></ul> <p>Pour ces masses d'eau, le pétitionnaire doit, pour tout projet soumis à autorisation ou à déclaration au titre de la police de l'eau, ou pour tout projet soumis à autorisation au titre des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- analyser l'impact de ce rejet par rapport au respect des objectifs général de non dégradation et des objectifs physico-chimiques fixés en annexe 4 d'état des masses d'eau, notamment élévation de température. Une modélisation à plusieurs dimensions pourra s'avérer utile ;</li><li>- mettre en œuvre les techniques disponibles pour réduire au maximum les rejets de nature physico-chimique au milieu naturel ;</li><li>- rechercher des techniques alternatives permettant de limiter les rejets ou barrières telles que l'élévation de température en période d'étiage et dans les cours d'eau intermittents (stockage sur site, réutilisation d'eau...).</li></ul> <p>Pour la délivrance d'autorisations et de récépissés de déclarations au titre de la police des eaux ou d'autorisations au titre des installations classées, l'autorité administrative tient compte de ces trois points.</p> <p>Les prescriptions délivrées par l'autorité de sûreté nucléaire pour les rejets des installations nucléaires de base tiennent également compte de ces trois points, dans le respect du décret 2007-1557 du 2 novembre 2007.</p> <p>Au cas où le projet remettrait en cause les objectifs d'état des masses d'eau, des mesures compensatoires devront être mises en place.</p>						48
<p><b>D2 : prévoir des mesures compensatoires en hydromorphologie pour limiter les effets des pollutions classiques</b></p> <p>D'une manière générale, il est nécessaire de promouvoir activement des mesures en matière d'hydromorphologie pour restaurer le fonctionnement naturel, notamment capacité d'épuration, des masses d'eau.</p> <p>A cet effet, sur les masses d'eau qui ne pourront pas atteindre le bon état d'ici 2015 pour les paramètres biologiques, il est recommandé que les services de police de l'eau et des installations classées prescrivent lorsque c'est nécessaire des mesures en matière d'hydromorphologie, pour augmenter le fonctionnement naturel en vue de l'atteinte du bon état ou du bon potentiel. [...]</p>						49
<p><b>D3 : Traiter et valoriser les boues de stations d'épuration</b></p> <p>[...] Le recyclage de la matière est adapté en tenant compte :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>· du contexte socio-économique,</li><li>· du bilan environnemental des filières examinées.</li></ul> <p>La valorisation des sous produits des filières de traitement (biogaz,...) sera systématiquement étudiée en particulier la digestion pour les stations de plus de 10.000 eqh.</p> <p><b>Disposition 4 : valoriser le potentiel énergétique de l'assainissement</b></p> <p>Il est recommandé aux maîtres d'ouvrages de systèmes d'assainissement de valoriser le potentiel énergétique de leurs installations sous toutes ses formes [...]. Cette valorisation tient compte des préconisations [...] de la disposition 156 sur le bilan carbone des installations</p>						49
			<p><b>Disposition 7 : Réduire les volumes collectés et déversés sans traitement par temps de pluie</b></p> <p>Il est fortement recommandé de mener une analyse des opérations nouvelles au regard des coûts d'investissements, de fonctionnement et de gain pour le milieu naturel et en fonction des investissements déjà existants.</p> <p>Pour ce faire, il s'agit de favoriser, en fonction de leur impact effectif sur le milieu naturel :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- l'assainissement non-collectif ;</li><li>- le piégeage des eaux pluviales à la parcelle et leur dépollution si nécessaire avant réutilisation ou infiltration, si les conditions pédo-géologiques le permettent</li></ul>			51
			<p><b>Disposition 8 : Privilégier les mesures alternatives et le recyclage des eaux pluviales</b></p> <p>Il est recommandé que les nouvelles zones d'aménagement et celles faisant l'objet d'un ré aménagement urbain n'augmentent pas, le débit et le volume de ruissellement générés par le site avant aménagement. Lorsque le contexte le permet, il est recommandé que les opérations de ré aménagement soient l'occasion de diminuer ce débit. [...]</p> <p>La non imperméabilisation des sols, le stockage des eaux pluviales, leur infiltration ou leur recyclage sont à privilégier. Les conditions de restitution des eaux stockées vers un réseau ou par infiltration ne doivent pas entraîner de préjudice pour l'aval.</p>			51

STEP 2.1.1.0	DO 2.1.2.0	Épandages 2.1.3.0 et 2.1.4.0	Ruissellement 2.1.5.0	Autres rejets en eau de surface 2.2.1.0, 2.2.2.0, 2.2.3.0 et 2.2.4.0	Infiltrations 2.3.1.0 et 2.3.2.0	page SDAGE
<b>Disposition 11 : Maîtriser les apports de phosphore en amont des masses d'eau de surface menacées d'eutrophisation</b> Le Comité de bassin exploite les résultats des programmes de surveillance de l'état des masses d'eau pour identifier les masses d'eau eutrophisées. L'autorité administrative définit localement, par des études complémentaires ou des profils de vulnérabilité, les principales zones émettrices impactant ces masses d'eau. Dans ces zones, l'autorité administrative définit, avec la même logique que pour les rejets ponctuels dans l'orientation 1, les mesures qui doivent être prises pour ajuster, et si nécessaire plafonner, les apports de phosphore dans les plans de fertilisation des cultures et dans les plans d'épandage. Elle détermine également les mesures qui permettent de réduire les risques de transfert des phosphates vers les eaux (par exemple : les conditions particulières d'épandage des lisiers, les programmes de maîtrise des ruissellements,...) [...]						53
<b>Disposition 20 : Limiter l'impact des infiltrations en nappes (c.f.à droite)</b>						<b>Disposition 20 : Limiter l'impact des infiltrations en nappes</b> Toutes les précautions doivent être prises pour éviter tout impact de l'infiltration sur les usages, notamment l'AEP, et limiter les risques de pollution des nappes souterraines. Il s'agit : I. d'adapter le traitement des eaux infiltrées en tenant compte de la capacité d'autoépuration du sol permettant d'éliminer les principales substances émises et de respecter l'état chimique assigné à la nappe ; II. de mettre en place des dispositifs de lutte contre les pollutions accidentelles, par exemple des dispositifs de sécurité permettant de stopper toute infiltration ; III. de veiller à ce que les dispositifs mis en place soient bien entretenus et restent en bon état de fonctionnement.
<b>Disposition 22 : Rechercher les substances dangereuses dans les milieux et les rejets</b> La recherche des substances dans les milieux aquatiques et dans les rejets doit être encouragée afin de cibler l'origine des rejets et d'améliorer la définition des actions de suppression ou de réduction des flux [...] en particulier : - Suivi de la qualité des milieux par les émetteurs, dans la zone d'influence des rejets, en application de la réglementation ou à l'initiative des services de police des eaux ou des installations classées, comme cela existe déjà pour les eaux souterraines (participation au programme de surveillance) ; [...]						57
<b>Disposition 23 : Adapter les autorisations de rejet des substances dangereuses</b> [...] l'autorité administrative adapte les prescriptions qu'elle impose au titre de la police des installations classées, de la police de l'eau ou de l'autorité de sûreté nucléaire pour les rejets dans les milieux aquatiques, les déversements dans les réseaux publics et les dispositifs d'auto surveillance qui le nécessitent. Ces prescriptions doivent permettre de prendre en compte les substances dangereuses pour en limiter l'impact sur les réseaux et les systèmes d'assainissement collectifs, afin de respecter l'objectif général de non dégradation de l'état des masses d'eau et les objectifs spécifiques qui leur sont assignés. [...]						58
<b>D27 : Mettre en œuvre prioritairement la réduction à la source des rejets de substances dangereuses par les acteurs économiques</b> [...] Lorsque des activités économiques, utilisatrices de ces substances, sont raccordées à un réseau public de collecte, la collectivité assurant la collecte, le transport et le traitement des eaux usées établit ou met à jour, dans les conditions prévues par la loi et pour améliorer les conditions d'intervention de l'autorité de police, les autorisations de déversement prévues au titre de l'article L1331-10 du code de la santé publique et du code général des collectivités territoriales. L'objectif est de réglementer les rejets de ces substances dans les réseaux, et d'en maîtriser la présence dans le milieu et dans les boues de station d'épuration [...]						60
<b>Introduction défi 4</b> : Outre l'atteinte du bon état, l'objectif est d'assurer, en toutes circonstances, des conditions de salubrité pour permettre le maintien des usages. Pour cela des précautions particulières sont prises dans les zones sensibles aux pollutions microbiologiques définies comme suit : - aires d'alimentation de captages pour l'alimentation en eau potable en eaux superficielles, et en eaux souterraines en particulier en cas de sensibilité aux pollutions de surfaces (zones karstiques) ; - zones littorales immédiate et rapprochée (voir carte 8) et zone pâturée du domaine public maritime en amont des zones de pêche, conchyliculture et baignade ; - sous- bassins versants amont de plan d'eau et de zones de baignades en rivière.						63
		<b>D 37 : limiter les risques d'entraînement des contaminants microbiologiques par ruissellement hors des parcelles</b> Pour éviter l'entraînement des effluents d'élevage et des boues de STEP vers le milieu aquatique par ruissellement, des conditions plus strictes de gestion des sols et des épandages sont à mettre en œuvre notamment : - en favorisant les systèmes « fumier » plutôt que « lisier », - en enfouissant les lisiers et autres effluents organiques liquides le plus rapidement possible après l'épandage, - en maîtrisant les ruissellements et l'érosion des sols par la mise en œuvre des Dispositions de l'orientation 4, - en privilégiant l'épandage hors des thalwegs, - en renforçant les contrôles des pratiques de stockage et d'épandage. [...]				67

## DIREN Ile de France - Mars 2010. Annexe au guide "SDAGE - police de l'eau"

STEP 2.1.1.0	DO 2.1.2.0	Épandages 2.1.3.0 et 2.1.4.0	Ruissellement 2.1.5.0	Autres rejets en eau de surface 2.2.1.0, 2.2.2.0, 2.2.3.0 et 2.2.4.0	Infiltrations 2.3.1.0 et 2.3.2.0	page SDAGE
<b>Introduction O14</b> : La protection de la qualité des eaux de surface utilisées pour la production d'eau potable est nécessaire pour maintenir une qualité des eaux compatibles avec l'utilisation pour la production d'eau potable, et la réduction des traitements nécessaires. Elle impose des actions tournées à la fois vers : - la protection des eaux souterraines qui constituent l'essentiel de l'alimentation des cours d'eau hors temps de pluie ; -des apports directs par les rejets ponctuels ; -une action spécifique vis à vis des apports par le lessivage des sols par les eaux de ruissellement. Les aires d'alimentation de ces prises d'eau sont dans certains cas très étendues, mais leur prise en compte est néanmoins indispensable compte tenu des temps de transfert relativement courts en eau de surface (rivière et plan d'eau).						71
<b>Disposition 43 : Mettre en œuvre des périmètres de protection des prises d'eau pour l'alimentation en eau potable</b> Des systèmes d'alerte peuvent être notamment mis en œuvre dans les zones présentant des risques de pollution accidentelle élevés telles que les zones urbanisées. Ces systèmes d'alertes prennent en compte la spécificité des temps de transfert dans les eaux de surface						72
<b>Disposition 44 : Réglementer les rejets dans les périmètres rapprochés de captage</b> Pour les nouveaux rejets dans les périmètres de protection rapprochée des captages d'eau de surface pour l'alimentation en eau potable, l'autorité administrative prend en compte, lors de l'élaboration des prescriptions relatives aux autorisations et déclarations, la nature des rejets et des risques qu'ils présentent vis-à-vis de l'usage de l'eau potable et de l'obligation de réduire les traitements [...]						72
	D45 (c.f. À droite)		<b>D45 : Prendre en compte les eaux de ruissellement pour protéger l'eau captée pour l'AEP de manière différenciée en zone urbanisée et en zone rurale</b> L'autorité administrative veille à la prise en compte de ces différences dans les procédures d'autorisation de rejet [...]. Elle s'assure de la coordination hydraulique nécessaire au-delà des limites administratives habituelles (communales, départementales, voire régionales,...) [...] En zone urbanisée, la gestion des eaux usées et des eaux pluviales doit intégrer cette approche afin de limiter le rejet des eaux pluviales polluées à l'amont des prises d'eau [...] C'est notamment le cas pour [...] les services de police de l'eau et des installations classées			72
			<b>Introduction O33</b> (Limiter le ruissellement en zones urbaines et en zones rurales pour réduire les risques d'inondation) [...] en privilégiant les principes suivants :- répartir l'effort entre l'amont et l'aval ; -favoriser le préventif par rapport au curatif ; rechercher les mesures les plus efficaces à moindre coût.			115
			<b>D145 : Maîtriser l'imperméabilisation et les débits de fuite en zones urbaines pour limiter le risque d'inondation à l'aval</b> Dans les zones urbaines soumises à de forts risques de ruissellement [...], il est nécessaire : - de déterminer les zones où il convient d'assurer la maîtrise des débits et de l'écoulement des eaux pluviales en application du L.2224-10 du CGCT. Ces zonages et leur règlement peuvent notamment définir les critères relatifs à : - la limitation d'imperméabilisation (en distinguant les centres urbains anciens) ; - au débit de fuite maximum. Des études doivent permettre d'évaluer le débit acceptable à l'aval ainsi que l'événement pluvieux à utiliser pour dimensionner les ouvrages de gestion des eaux pluviales. Le débit de fuite spécifique est déterminé en fonction du fonctionnement hydrologique et hydraulique sur le site et à l'aval du point de rejet, et en fonction des risques d'inondation à l'aval. A défaut d'études ou de doctrines locales déterminant ce débit spécifique, il sera limité à 1 L/s/ha pour une pluie de retour 10 ans. Le maître d'ouvrage pourra dépasser le débit de fuite spécifique à certaines phases de la vidange des ouvrages de stockage sous réserve d'apporter la démonstration que les ouvrages projetés sont conçus et gérés pour stocker et vidanger les eaux en fonction des capacités d'évacuation des ouvrages aval sans accroître l'aléa sur les secteurs aval - la préservation des axes d'écoulement : l'aménagement urbain doit intégrer les situations exceptionnelles en permettant d'utiliser temporairement les espaces publics comme zones de rétention mais aussi en préservant les axes majeurs d'évacuation des eaux sans que maisons ou équipements ne barrent l'écoulement des eaux. [...]			116
			<b>D146 : Privilégier, dans les projets neufs ou de renouvellement, les techniques de gestion des eaux pluviales à la parcelle limitant le débit de ruissellement</b> Pour l'ensemble des projets neufs ou de renouvellement du domaine privé ou public, il est recommandé d'étudier et de mettre en œuvre des techniques de gestion à la parcelle permettant d'approcher un rejet nul d'eau pluviale dans les réseaux, que ces derniers soient unitaires ou séparatifs.			117